



# ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

## SÉCURITÉ EN AVIGNON

Question au Gouvernement n° 1024

Texte de la question

### SÉCURITÉ EN AVIGNON

**Mme la présidente.** La parole est à Mme Catherine Jaouen.

**Mme Catherine Jaouen.** Monsieur le ministre de l'intérieur et des outre-mer, le classement des villes les plus sûres de France n'est élogieux ni pour notre pays, ni pour les habitants de ma circonscription, puisqu'Avignon, qui occupe la 264e place d'un palmarès en comptant 273, se trouve en effet tout en bas du classement. La délinquance, caractérisée par le trafic de stupéfiants, des vols et atteintes à l'intégrité physique, des violences et des meurtres, s'y est considérablement aggravée, poussant certains habitants à désertir une ville dont la politique sécuritaire menée depuis 2014 s'est révélée défailante, tant en termes de recrutement d'agents de police municipale de terrain – 58 agents pour 90 000 habitants – qu'en matière d'investissements dans la surveillance. Pourtant, le 7 décembre 2022, vous avez signé avec la ville un contrat de sécurité intégrée.

Dans son rapport du 21 février 2023, la Cour des comptes définit les quartiers de reconquête républicaine comme « des zones géographiques caractérisées par des difficultés plus importantes qu'ailleurs ». En 2013 déjà, le préfet du Vaucluse qualifiait deux quartiers de la ville d'Avignon de zones de sécurité prioritaires ; en 2022-2023, c'était le cas de pas moins de sept quartiers en plus du centre-ville – c'est-à-dire la totalité de la ville.

En signant ce contrat de sécurité intégrée, vous avez délégué une partie de vos fonctions régaliennes à la ville, au mépris de la sécurité et de l'intégrité des habitants d'Avignon. Pourquoi avez-vous choisi de ne pas désigner Avignon comme un quartier de reconquête républicaine, alors que les chiffres de la délinquance y explosent et que tous ses quartiers y sont exposés ? (« *Très bien !* » et *applaudissements sur les bancs du groupe RN.*)

**Mme la présidente.** La parole est à M. le ministre de l'intérieur et des outre-mer.

**M. Gérard Darmanin, ministre de l'intérieur et des outre-mer.** Je tiens avant tout à vous féliciter pour votre élection, madame la députée, puisque vous remplacez M. Joris Hébrard, député du Rassemblement national qui, suite à l'inauguration d'une mosquée franco-turque, ne siège plus parmi vous. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe RN.*) Ce député a été exclu de votre groupe (Mme Marine Le Pen fait un geste de dénégation) après l'inauguration d'une mosquée franco-turque, il faut le rappeler à nos concitoyens. (*Exclamations sur plusieurs bancs du groupe RN.*)

**Mme Laure Lavalette.** C'est nul !

**Mme Marine Le Pen.** Ragots !

**M. Gérard Darmanin, ministre.** Pensez-vous que personne ne le remarquerait ? Et pourtant, cela s'est vu !

Quoi qu'il en soit, j'avais déjà échangé avec votre prédécesseur sur le sujet que vous évoquez. Dans le département du Gard... (*Mme Marine Le Pen s'exclame.*) Dans le département du Vaucluse – pardon –, les effectifs sont passés de 383 à 474 députés (Murmures sur les bancs du groupe RN)... 474 policiers, pardon ! Les effectifs sont passés de 383 à 474 policiers, auxquels s'ajoute une unité de CRS.

Il se trouve que j'ai un désaccord avec le maire de Nîmes (« Oh ! » sur de nombreux bancs du groupe RN)...

**M. Grégoire de Fournas.** Mais on vous parle d'Avignon !

**M. Gérard Darmanin, ministre.** Oui, excusez-moi : j'ai un désaccord avec la maire d'Avignon – pas de Nîmes –, et c'est pour cette raison que je n'ai pas signé avec la ville de contrat de sécurité intérieure.

Dans votre département, le nombre de trafiquants interpellés a augmenté de 43 % en un an, et les saisies de cocaïne ont augmenté de 20 %. Nous avons également démantelé vingt et un points de trafic, dont sept à Avignon.

Nous sommes prêts à travailler avec tous les élus de la République (*M. Laurent Jacobelli rit*), pourvu qu'ils soutiennent les policiers...

**Mme Élisabeth Martin.** Chantage !

**M. Gérard Darmanin, ministre.** ...et qu'ils accompagnent le déploiement de la vidéosurveillance et le travail de la police pour lutter contre la drogue et l'insécurité. (*M. Christophe Blanchet applaudit.*)

**M. Grégoire de Fournas.** C'était très mauvais ! Personne n'applaudit.

**Mme la présidente.** La parole est à Mme Catherine Jaouen.

**Mme Catherine Jaouen.** Ma réponse sera nettement plus claire que la vôtre, monsieur le ministre : puisque vous venez sur le terrain des chiffres, je signale qu'en 2022, la délinquance a augmenté de 8,65 %,...

**M. Gérard Darmanin, ministre.** Ce n'est pas vrai !

**Mme Catherine Jaouen.** ...les violences faites aux femmes de 20 %, les coups et blessures volontaires de 23 % et les vols avec violences de 18 %. (*Applaudissements sur les bancs du groupe RN.*)

## Données clés

**Auteur :** [Mme Catherine Jaouen](#)

**Circonscription :** Vaucluse (1<sup>re</sup> circonscription) - Rassemblement National

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 1024

**Rubrique :** Sécurité des biens et des personnes

**Ministère interrogé :** Intérieur et outre-mer

**Ministère attributaire :** Intérieur et outre-mer

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 28 juin 2023

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 28 juin 2023